

Grèce, sur les élections du 20 septembre

Ce qui est en jeu pour ces élections est clair. Ce n'est rien de plus que l'élection du gouvernement qui adaptera le troisième Mémorandum, qui est trois fois pire que les deux derniers. Qu'importe le résultat, que le pouvoir soit assumé par une coalition ou un seul parti, le gouvernement qui sera élu aura le "mandat du peuple" pour introduire « loyalement » le Mémorandum. Il fera cela, bien sûr, sous les yeux inquisiteurs des requins du crédit international, ayant droit de veto sur les budgets, contrôlant l'ensemble des actions gouvernementales par ses techniciens sur le terrain, définissant les objectifs politiques, ordonnant les échéanciers et demandant encore plus de mesures d'austérité. La courte campagne électorale n'aura pour but que d'avaliser le dur plan d'austérité "que notre pays est obligé d'appliquer", comme auparavant l'"inflexible anti-mémorandum".

Syriza, a déjà accepté de le signer après de dures négociations et que la Nouvelle Démocratie a déjà approuvé, pour le "bien du Pays".

C'est pourquoi il est évident que toute forme de participation de la part de la classe qui vit de son travail dans cette farce bien définie qu'est le régime parlementaire et apothéose de la « souveraineté » populaire sur laquelle le parlementarisme est fondée, ne peut être bénéfique pour elle. Le jour après les élections, les employés avec un gagne pain, sous-employés et sans-emplois employables ou non, qui produisent la richesse de la société capitaliste, seront dans la ligne de mire de n'importe quel gouvernement produit par cette démocratie ploutocratique. Le prolétariat sera toujours la cible d'attaques incessantes pour la rémunération de la force de travail constamment dévaluée comme les revenus de toutes les autres couches sociales subordonnées.

Il n'y a rien à débattre, notre position est donc abstentionniste pour les élections du 20 septembre, comme elle le fut dans toutes les "affrontements" électoraux, conformément à toute opposition de principe sérieuse à la dictature parlementaire du Capital, dans laquelle le citoyen n'est rien de plus qu'un sujet obéissant aux lois capitalistes, un esclave moderne se gorgeant de chimères sur sa liberté. C'est pourquoi le vote dans cet exercice parlementaire n'a pas de valeur réelle. Il demande de laisser la vie du citoyen dans d'autres mains que celles des différents gestionnaires du système, qu'ils soient de droite ou de gauche, en plus de donner un vernis de légitimité démocratique à la domination du système capitaliste.

Spécialement, dans le cadre précis de ces élections, les relations de pouvoir, au niveau international comme au niveau national (de la Troïka jusqu'à la bourgeoisie grecque), on cherche la légitimation du troisième mémorandum. C'est le cheval de bataille de la dévaluation du travail, la radicale redistribution des richesses vers les plus riches et la destruction du capital plus faible sont des conditions essentielles pour une conclusion favorable pour la classe qui gère la crise en cours. Conséquemment, la participation dans les prochaines élections, dont le résultat est déjà décidé qu'importe qui sera élu, ne signifie qu'endosser le processus de légitimation de la reconstruction capitaliste et de la défaite du monde du travail et des chômeurs.

La seule solution est de tourner le dos aux jeux bourgeois du crétinisme parlementaire, d'arrêter d'être les spectateurs de la destruction de notre vie et de la prendre en main,

sans espérer que les candidats aux élections bourgeoises ou les bureaucrates se transforment en sauveurs. Sans action inutile d'arrière-garde ou de fusillades sans but, par des actions et des luttes auto-organisées, par notre unification et des décisions fermes jusqu'à la victoire finale. Cela commence par la défense immédiate de nos intérêts en gardant les yeux fixés sur nos objectifs finaux : une société de producteurs librement associés, partageant également la richesse commune qu'ils produisent eux-mêmes.

La principale question est la prise de conscience par la classe ouvrière qu'aucun politicien pourri ne pourra la sauver ou même l'aider, qu'elle doit prendre son existence dans ses mains et se battre pour elle-même. Le principal obstacle est le manque de confiance dans notre capacité. Que le monde du travail, salariés comme chômeurs, se retrouve lui-même. Cependant, pour se retrouver il faut s'oublier un peu, il faut oublier l'image que les dirigeants et les diverses « bonnes volontés » ont créée de nous-mêmes. Nous devons avoir confiance dans l'énorme potentiel de notre force collective, force que nous avons seulement vue poindre.

Le premier pas est de comprendre l'insignifiance des élections et la nature frauduleuse du parlementarisme, puis de nous engager dans l'organisation de luttes directes qui mettront fin à l'ouragan social qui nous menace.

Cependant, comme nous avons continuellement répété depuis le début de la crise, dans la situation actuelle il est plus facile de renverser le système que de modifier ses politiques. Notre perspective doit être la formulation d'une politique autonome de classe. Autonome du système politique bourgeois, de l'état et du capital, par la création d'une organisation révolutionnaire de classe dans le but de renverser le capitalisme et de créer une société collectiviste et autogérée.

Socialisme ou barbarie, il n'y pas d'autre voie.

Athènes, 29th août 2015

Camarades Internationalistes